

pour jeter les bases d'une *Association générale des instituteurs catholiques de la province*.

Je sais que ce projet a déjà été discuté, tant à Québec qu'à Montréal, mais sans résultat pratique, quoique tout le monde en ait dans le temps fort approuvé l'idée.

La seule objection que l'on a émise alors, non pas contre le projet en lui-même, mais bien plutôt contre la possibilité de le réaliser, avait trait aux dépenses que pourrait entraîner pour bon nombre d'instituteurs, un simple déplacement de Montréal ou de tout autre endroit à Québec, et vice-versa.

Je comprends toute la valeur de cette objection. Je sais, en effet, que la grande majorité des instituteurs, sinon tous, sont pauvres, plusieurs même gagnant à peine la stricte subsistance de chaque jour.

Néanmoins, cette objection n'en doit pas être absolument une, attendu qu'elle a, quoiqu'à un degré moindre, il est vrai, existé de tout temps à l'endroit de nos associations locales, qui se sont quand même fort bien maintenues jusqu'à ce jour.

Empressons-nous donc, au contraire, de donner suite à ce projet qui intéresse particulièrement le corps enseignant laïc, et qui, en même temps, nous mettrait, à cet égard, sur un même pied que nos confrères protestants de cette province.

Cette association générale, une fois fondée, il nous sera bien facile, croyons-nous, de trouver les moyens d'en assurer l'existence et la prospérité.

Elle aurait, comme il l'a été suggéré déjà, ses réunions une fois l'an, tantôt à Québec, tantôt à Montréal ou dans tout autre endroit convenable, offrant ainsi à ses membres, outre les avantages ordinaires que chacun sait, l'avantage non moins important de mieux connaître la géographie de leur province.

Ces réunions ou conférences pédagogiques, bien conduites, ne manqueraient certainement pas d'intéresser vivement la classe dirigeante d'abord, puis le peuple lui-même à la cause sacrée de l'éducation. Elles fourniraient de plus au corps enseignant laïc l'occasion de se révéler au public et de s'affirmer devant lui.

Une telle association s'impose donc, aujourd'hui plus que jamais, ce me semble, à l'attention des instituteurs, dont l'action, dans la suite, aurait certainement plus d'unité, partant plus de force.

Par elle enfin, il nous sera sûrement donné de pouvoir atteindre mieux le but que, dans nos associations locales, nous n'avons cessé de poursuivre.

Espérons que ces dernières voudront bien, dès leurs prochaines conférences, en janvier 1900, considérer de nouveau ce projet d'une Association générale des instituteurs etc., et lui donner la solution qu'au nom du progrès nous ne saurions trop vivement souhaiter.

N. BRISEBOIS.

Montréal, novembre 1899.